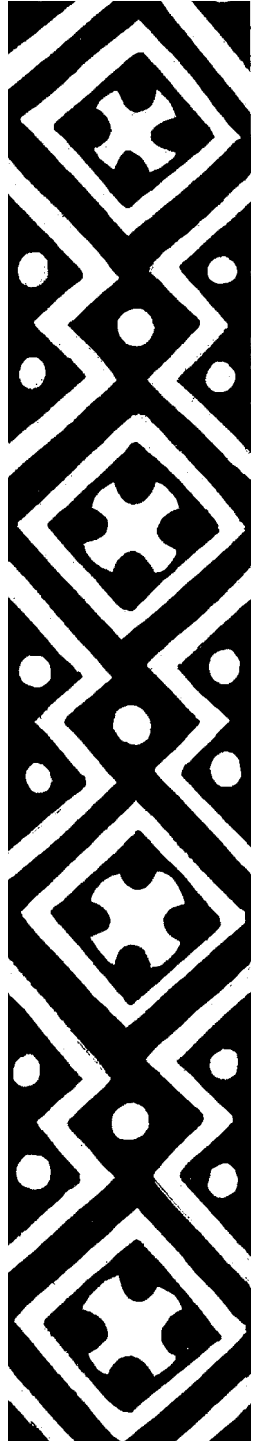


Dossier no. 148

Droits pastoraux, modes de vie et adaptation au changement climatique

Michele Nori, Michael Taylor, Alessandra Sensi

Mai 2008



Remerciements

Nous souhaitons remercier la Coalition Internationale pour l'Accès à la Terre, l'Initiative Mondiale pour un Pastoralisme Durable et l'Institut International pour l'Environnement et le Développement pour l'intérêt dont ils témoignent à l'égard des droits des communautés pastorales et du savoir dont ils disposent pour faire face au changement climatique. Les auteurs souhaiteraient aussi remercier le programme Marie Curie de la Commission Européenne pour son financement de l'initiative de recherche *Milking Drylands*, qui entend analyser le changement sociétal dans les zones pastorales.

L'IIED souhaite remercier Irish Aid d'avoir financé la publication de ce Dossier.

Traduit de l'anglais par Maryck Nicolas-Holloway, Tradwise Plus Ltd.

A propos des auteurs

Michele Nori est un consultant indépendant sur les modes de vie agro-pastoraux. Agronome tropical de formation, il s'est aussi spécialisé dans la sociologie du développement. Sa carrière s'est développée dans diverses régions du globe, portant principalement sur les systèmes d'existence, la gestion des ressources naturelles et la sécurité alimentaire dans les zones marginales et les groupes ethniques minoritaires. Il a travaillé en partenariat avec de nombreuses organisations à différents niveaux : ONG, agences des Nations Unies, divers bailleurs et instituts de recherche. Email : mnori69@ominiverdi.com

Michael Taylor est chargé de programme sur l'Afrique et la politique globale au secrétariat de la Coalition Internationale pour l'Accès à la Terre, basée à Rome au FIDA. Sociologue anthropologue et expert environnemental de formation, son travail a porté sur la gestion communautaire des parcours au Botswana, au Mali et au Kenya, ainsi que sur d'autres aspects du foncier et de la gestion communautaire des ressources naturelles en Afrique. Email : m.taylor@landcoalition.org

Alessandra Sensi est experte en politique et économie de l'environnement. Son expérience professionnelle, principalement avec la Commission Européenne et les Nations Unies, couvre un certain nombre de régions et s'est surtout axée sur la biodiversité, les changements climatiques et les indicateurs environnementaux. Elle est actuellement consultante auprès de la FAO et du réseau *Indigenous Technical Knowledge*. Email : alessandra.sensi@yahoo.com

Table des matières

Avant-propos	1
1. Introduction	3
2. Le pastoralisme à l'échelle mondiale	5
3. Des ressources fragmentaires	6
4. Des moyens d'existence mobiles	8
5. Des droits négociés	9
6. Mains invisibles, saisies visibles	10
7. Sous pression	14
8. Des gagnants qui y perdent	16
9. Conclusions	18
Bibliographie	20

“Au cours des dernières décennies, la perte de l'accès aux terres pour les pasteurs a été supérieure à celle subie par presque tous les autres utilisateurs de ressources, ce qui a gravement compromis leurs options de subsistance.”

(notre traduction)

Bruce H. Moore, Directeur ILC

Avant-propos

Cette publication rassemble les contributions de plus de 120 participants à un forum électronique *Droits fonciers pastoraux*¹ organisé en 2006 par la **Coalition Internationale pour l'Accès à la Terre** (ILC) (www.landcoalition.org). Le document a ensuite été étoffé par l'apport de plusieurs projets de par le monde et les résultats d'un autre forum électronique organisé en 2007 par l'**Initiative Mondiale pour un Pastoralisme Durable** (IMPD) (www.iucn.org/Wisp), plus particulièrement axé sur *Les changements climatiques, l'adaptation et le pastoralisme*.² L'auteur principal de ce document a arbitré les deux conférences électroniques.

Avec des températures de plus en plus élevées et un accroissement de la variabilité des précipitations, le changement climatique touchera les différentes régions et leurs habitants de diverses manières. Les implications du changement climatique pour les moyens d'existence des pasteurs ne sont pas encore bien comprises. Deux courants d'opinion semblent prévaloir. Certains assimilent les groupes de pasteurs aux « canaris dans la mine de charbon » en ce sens qu'ils seront les premiers à perdre leurs moyens d'existence à mesure que les pâturages et les points d'eau vont s'assécher. D'autres, au contraire, soutiennent que les pasteurs sont les plus à même de s'adapter au changement climatique, car les stratégies de subsistance pastorales sont conçues pour réagir à la rareté et à la variabilité des ressources naturelles et pour faire face à des conditions agroécologiques difficiles et incertaines. Dans un tel scénario, le changement climatique pourrait conduire à l'extension des territoires où le pastoralisme pourrait présenter des avantages comparatifs.

Il est primordial de valoriser et de sécuriser l'accès des pasteurs aux ressources stratégiques pour qu'ils puissent réagir efficacement aux effets du changement climatique. Pourtant, comme s'accordent à dire la plupart des contributions, ces capacités sont érodées du fait de leur marginalisation historique et sociale. Aujourd'hui, la vulnérabilité des pasteurs est donc plus la conséquence de cette marginalisation que celle du changement climatique, mais il est clair que la première ne fera qu'exacerber la seconde.

1. Le document de travail de l'ILC *Moyens mobiles d'existence, ressources fragmentaires, droits variables : appréhender les territoires pastoraux* est disponible sur http://www.landcoalition.org/pdf/pol_pastoral_dftf.pdf

2. Le document de travail de l'IMPD *Vent de changement : Changement climatique, adaptation et pastoralisme* est disponible à partir de http://www.iucn.org/wisp/fr/documents_french/WISP_CCAP_final_fr.pdf



1. Introduction

Le pastoralisme est un mode de vie complexe qui s'efforce de maintenir un équilibre optimal entre les pâturages, le bétail et les populations dans des milieux variables et incertains. Les groupes de pasteurs habitent généralement là où les ressources sont rares et là où les conditions climatiques extrêmes limitent les options pour une autre utilisation des terres ou pour l'adoption d'autres modes de vie. Le caractère hautement variable et imprévisible de ces environnements fait que des stratégies d'existence semblables sont pratiquées par différentes communautés pastorales dans des environnements très différents, depuis les zones arides d'Afrique jusqu'aux steppes gelées d'Europe du Nord et du Canada en passant par les plateaux froids et rigoureux d'Asie centrale.

Malgré le rôle important que le pastoralisme joue dans le maintien des moyens d'existence locaux, la fourniture de services écologiques divers et sa contribution aux économies nationales et régionales dans certains des pays les plus pauvres du monde, sa capacité d'adaptation au changement est confrontée à de nombreux défis, y compris ceux qui sont posés par le changement climatique.

D'après le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, 2007), si la tendance des émissions de gaz à effet de serre n'est pas fondamentalement modifiée, les températures mondiales vont augmenter entre 1,4° et 5,8° C d'ici à 2100. La hausse des températures engendrera des changements qui ne sont pas encore pleinement compris. Les impacts à long terme sont difficiles à prédire et il y a de fortes chances qu'ils varient d'une région du monde à une autre – on mise ainsi sur une dessiccation du Kalahari et sur un accroissement du niveau de précipitations dans le Sahel.³ Ce type de changements affectera les différentes populations de diverses manières. Les effets à moyen et long termes pourraient aussi varier. Ainsi par exemple, s'il est possible que l'on assiste à un verdissement du Sahel à moyen terme, la région pourrait devenir de plus en plus sèche et aride à plus long terme. S'il reste encore bien du pain sur la planche afin de mieux comprendre les trajectoires probables du changement climatique et son impact associé sur l'environnement en différents points du monde, ce dossier se concentrera sur les principaux facteurs qui feront que les communautés pastorales auront plus à perdre ou à gagner de ces différents défis.

Comme c'est si souvent le cas dans les régions empreintes d'incertitude écologique, économique et politique, l'*accessibilité* des ressources constitue un facteur plus décisif que leurs disponibilités ou leur variabilité. En particulier, la vulnérabilité associée avec le changement climatique dans les milieux pastoraux tire ses origines des limites imposées sur les stratégies pastorales de survie et de développement, notamment leur aptitude à se déplacer et à accéder à des ressources critiques dans les différents territoires.

3. Contribution de Daniel McGahey, Oxford University Centre for the Environment, Royaume-Uni.



Une autre caractéristique commune des régions pastorales à travers le monde est le taux élevé d'interventions de développement vouées à l'échec, bien souvent en raison des préjugés des décideurs et des gestionnaires des ressources locales et des systèmes de subsistance. Ces échecs ont conduit à la définition d'une série de nouveaux paradigmes et d'approches novatrices. La gestion des ressources pastorales est de plus en plus reconnue comme étant durable (de fait, c'est l'un des modes de vie le plus durable dans la plupart des zones arides et semi-arides, surtout en cas de variabilité climatique croissante). Nombre d'observateurs apprécient à présent les droits d'accès aux terres des communautés d'éleveurs comme étant un élément fondamental d'un développement pastoral approprié et de la bonne gestion des pâturages. Néanmoins, malgré une sensibilisation accrue à la pérennité du pastoralisme et, dans certains pays, une réforme institutionnelle qui vient appuyer la mobilité pastorale (p. ex. les lois pastorales en Mauritanie et au Mali), dans l'ensemble, les gouvernements ont encore une perception très négative des systèmes mobiles pastoraux. Dans un tel contexte, le changement climatique pourrait offrir un nouveau cadre pour approcher le pastoralisme et tenir compte de ses capacités de production sur des terres marginales et imprévisibles, d'une manière environnementalement durable.

Ce dossier présente un bref tour d'horizon des systèmes pastoraux ; il analyse la logique qui explique la mobilité comme stratégie de survie dans un environnement où les ressources sont rares et variables et il examine les droits ayant trait à l'accès et au contrôle des ressources dans le contexte du changement climatique. Les dimensions historiques et géographiques du débat sont illustrées par des exemples tirés des différentes zones pastorales à travers le monde. La dernière section présente des recommandations concernant des options politiques appropriées et des initiatives de développement en faveur des zones pastorales, compte tenu des défis que soulèvent les changements climatiques.

2. Le pastoralisme à l'échelle mondiale

La production pastorale extensive se pratique sur 25 % des terres du globe, depuis les zones arides d'Afrique (66 % des terres du continent) et la péninsule d'Arabie, jusqu'aux hauts plateaux d'Asie et d'Amérique latine. Elle fournit 10 % de la production mondiale de viande et fait vivre quelque 200 millions de ménages pastoraux qui élèvent presque 1 milliard de têtes de chameaux, bovins et petit ruminants, dont environ le tiers en Afrique subsaharienne,⁴ où l'élevage pastoral représente environ 20 % du PIB des différents États.⁵ Hormis dans les régions d'Afrique, une recrudescence de l'intérêt porté aux systèmes de production pastorale est signalée aussi dans le bassin méditerranéen et les régions de l'ouest et du centre de l'Asie.⁶ Les pasteurs ont une connaissance poussée et très intime de la dynamique complexe des écosystèmes, ce qui fait d'eux l'un des meilleurs détecteurs des changements environnementaux.

Hormis quelques exceptions notables (p. ex. la Somalie et la Mongolie), les pasteurs sont généralement minoritaires dans leur pays et occupent des terres marginales le long des frontières nationales ; ils sont gouvernés par une élite politique qui représente souvent une majorité agricole vivant dans des zones jouissant d'un plus haut niveau de précipitations. À bien des égards, ce sont les pasteurs qui ont le plus pâti de la partition coloniale des continents. Bon nombre des frontières nationales, souvent tracées au cordeau, traversent des zones pastorales et arrivent à diviser la même communauté entre deux pays, voire plus. C'est le cas des Sarahouis et des Touaregs dans le Sahara, des Peuls du Sahel, des Bédouins et des Kurdes au Proche-Orient, des Somalis, des Boranas et des Afars dans la Corne d'Afrique et le Karamoja.

Cette division des territoires pastoraux a des implications importantes d'un point de vue juridique et politique. Les conflits inter-États impliquent souvent des terres pastorales en raison de leur emplacement frontalier. Ceci a conduit à des manipulations politiques et à la militarisation des communautés pastorales, avec souvent des conséquences désastreuses pour les moyens d'existence locaux. Les mouvements transfrontaliers du bétail et des éleveurs sont les premières activités pénalisées lorsque des tensions surviennent entre deux pays, comme en témoignent les incidents le long de la frontière entre l'Inde et le Pakistan et entre l'Éthiopie et l'Érythrée.⁷ Il en va de même pour les mouvements de réfugiés liés à un conflit ; ceux-ci investissent les pâturages contestés pour s'y installer et les exploiter de façon intensive. Les conflits de l'Ogaden et du Darfour sont des exemples éloquentes dans ce sens. Le cas des Bédouins de Palestine chassés des ressources pastorales le long de la vallée du Jourdain illustre parfaitement comment une combinaison d'intérêts géopolitiques contradictoires a inexorablement délogé les éleveurs de leurs terres.⁸

4. FAO, 2001 ; les statistiques mondiales doivent toutefois être manipulées avec prudence et traitées avec beaucoup de recul, comme le souligne Dobie (2001).

5. Alive, 2006.

6. Comme exemple, on peut citer le cas de la Mongolie où le secteur de l'élevage contribue à 32 % du PIB et à 32 % de ses recettes à l'exportation.

7. Il est rapporté que, dans le cadre des toutes dernières confrontations entre l'armée éthiopienne et la milice, environ 70 % du troupeau national de l'Érythrée a été raflé, au détriment des groupes pastoraux frontaliers (DFID, 2000).

8. Contribution d'Issa El Shatleh, Union des agriculteurs de Palestine, Palestine.



3. Des ressources fragmentaires

Les ressources en pâturages sont hétérogènes et dispersées dans l'espace (fragmentées), liées aux régimes pluviométriques saisonniers (temporaires), divergentes en fonction du temps (variables) et globalement caractérisées par des conditions climatiques capricieuses (imprévisibles). La productivité nette des pâturages des zones arides est faible et les populations animales et végétales qu'ils peuvent effectivement soutenir varient de façon imprévisible, en fonction d'un certain nombre de variables, parmi lesquelles le niveau de précipitations joue un rôle déterminant. Une dynamique analogue caractérise les pâturages des hauts plateaux – Asie centrale et Amérique du Sud – où la faiblesse des températures et des chutes de neige prolongées ont un impact prononcé sur l'utilisation des terres.

Une étude par l'Initiative Mondiale pour le Pastoralisme Durable (IMPD)⁹ offre une analyse des importantes variations pluviométriques qui ont caractérisé la région sahélienne au cours des dernières décennies, et les implications foncières associées. Des prédictions scientifiques et des simulations informatiques suggèrent qu'à court terme, le changement climatique pourrait en fait être propice au Sahel, par le biais d'un verdissement du Sahel et du sud du Sahara. Toutefois, compte tenu de nos connaissances sur le changement climatique mondial et régional à plus long terme et des facteurs à l'origine de ce changement, il est possible que ce verdissement du Sahel et du Sahara dans un avenir proche finisse par s'inverser, sinon durant le siècle en marche, tout au moins dans l'avenir (peut-être distant). En Afrique de l'Est, les analyses du climat suggèrent que certaines parties de la région deviendront plus sèches, avec une réduction considérable de la durée de la saison de végétation, alors que d'autres, y compris le sud du Kenya et le nord de la Tanzanie, pourraient devenir plus humides, avec un allongement de la saison de végétation. En Afrique australe, des prédictions suggèrent un effondrement de la végétation dans la région du Kalahari, qui aura de terribles conséquences pour la population pastorale importante du Botswana et de la Namibie. Globalement, ces processus seront accompagnés d'une plus grande variabilité du climat, notamment en termes de précipitations, qui semble caractériser le changement climatique à une échelle planétaire.

En général, la plupart des modèles de changement climatique prédisent une hausse des phénomènes extrêmes associée à une plus grande irrégularité et une prévisibilité moindre. Globalement les principaux effets du changement climatique pourraient être classés comme suit (Nori & Davies, 2007) :

- Modification des régimes pluviométriques, avec une plus grande variabilité attendue et un repli des équilibres hydriques.
- Variations de la biodiversité, à la fois dans le temps et dans l'espace.
- Modification des tendances du vent.

9. http://www.iucn.org/wisp/fr/documents_french/WISP_CCAP_final_fr.pdf

- Inondations et sécheresses plus fréquentes.
- Changement dans l'oscillation des phénomènes récurrents comme El Niño, les vagues de chaleur et les cyclones tropicaux.

Dans un tel scénario, il est vital de veiller à ce que les communautés pastorales aient accès à divers milieux écologiques à différentes époques de l'année. Les troupeaux des pasteurs peuvent vivre dans les zones arides pendant la majeure partie de l'année à condition toutefois d'avoir un accès garanti à l'eau et à du fourrage de plus haute valeur nutritive durant la saison sèche, de pouvoir se rendre aux pâturages de saison humide durant les pluies et accéder aux sols salins et aux plantes médicinales à certaines époques de l'année. Dans les milieux plus tempérés, les mouvements saisonniers entre les pâturages d'été dans les hauts plateaux et les pâturages d'hiver dans les basses terres jouent un rôle similaire. L'accès garanti à des refuges en cas de sécheresse est aussi vital (p. ex. les zones forestières ou marécageuses) alors que les ressources forestières comme le bois de feu et les baies sauvages viennent aussi compléter le régime alimentaire et les moyens de génération de revenu. L'interdépendance entre les zones arides et d'autres écosystèmes (comme les forêts ou les zones humides) crée donc des possibilités de prélèvement de ressources entre plusieurs niches écologiques différentes et complémentaires.

Un bénéfice clé des systèmes de production pastorale réside dans leur capacité à forger et développer des relations réciproques et interdépendantes avec les communautés sédentaires voisines (agriculteurs, citadins, etc.). Les pasteurs et leurs voisins tirent parti de systèmes de production complémentaires, qui offrent généralement des conditions commerciales favorables à toutes les parties. Les moyens d'existence des pasteurs se trouvent ainsi intégrés dans une économie sociale plus vaste, de sorte que l'accès aux marchés et aux zones urbaines revêt désormais une importance vitale pour les économies pastorales.

4. Des moyens d'existence mobiles

La mobilité offre la meilleure stratégie pour gérer une faible productivité nette, le caractère imprévisible et le risque associés aux zones arides et semi-arides. Les mouvements saisonniers sont essentiels pour permettre aux pasteurs de faire face aux variations spatiales et temporelles prononcées dans les ressources en pâturages tout en permettant la restauration des parcours à certaines époques de l'année. La mobilité peut être verticale, reliant les hauts plateaux aux basses terres pour les pâturages d'hiver, de printemps et d'été ou bien horizontale, à travers différentes zones telles que les mouvements de transhumance nord-sud dans le Sahel. On peut aussi faire une distinction entre les déplacements habituels et les mouvements d'urgence qui se produisent aux époques critiques, en cas de sécheresse, de conflit ou pour d'autres raisons. Parmi les types de mobilité, on peut citer des déplacements sur de grandes distances, souvent cycliques et portant sur plusieurs centaines de kilomètres mais aussi différentes formes de transhumance (des routes migratoires précises sur une base saisonnière), et chaque type exige une participation différente des membres du ménage et du troupeau. Rien qu'au Maghreb, on recense plus d'une douzaine de systèmes d'utilisation pastorale des terres.¹⁰

La mobilité est une nécessité écologique et économique. Hormis le fait qu'elle permet une meilleure utilisation de toute une gamme de ressources, c'est aussi un moyen d'éviter les vecteurs de maladie dans certaines régions (p. ex. la mouche tsé-tsé), d'optimiser les échanges avec d'autres utilisateurs fonciers (résidus de récolte en échange d'engrais animal), d'accéder à différents créneaux du marché (p. ex. la vente de l'excédent de produits laitiers ou l'achat de denrées de base ou de médicaments pour les animaux) ou encore de rejoindre des membres du clan pour un festival saisonnier, acquérir ou partager de l'information, ou rechercher des moyens d'existence complémentaires.

Outre la disponibilité des ressources naturelles, la mobilité dépend aussi de façon critique de différents facteurs techniques et sociopolitiques. Parmi ceux-ci figurent le capital humain (une connaissance approfondie de la dynamique agroécologique complexe des pâturages) et le capital social (normes sociales, obligations et responsabilités qui ont un rôle décisif dans la négociation de l'accès aux ressources et la gestion des conflits sur la base du principe de réciprocité¹¹). La mobilité n'est pas seulement une question de déplacement des troupeaux vers les différentes zones de pâturages ; c'est aussi une question de gestion des différentes zones de parcours de façon à ce que les troupeaux puissent se déplacer.¹² Les mécanismes régulant l'accès aux ressources doivent donc être suffisamment flexibles pour fournir une marge de manœuvre pour les négociations nécessaires et des accords qui prennent en charge des droits différents et souvent imbriqués a) entre différents groupes d'utilisateurs et b) sur des ressources différentes, dont l'intérêt peut évoluer au cours des saisons.

10. Bourbouze, 1999.

11. La *réciprocité* est le mécanisme par le biais duquel l'interdépendance entre les individus et les groupes s'établit et se maintient de manière à encourager les négociations informelles plutôt qu'un conflit ; il existe des mécanismes et des incitations à ne pas violer les règles (p. ex. revanche) (Niamir-Fuller, 1999).

12. Roe *et al.*, 2003.

5. Des droits négociés

C'est la dynamique de l'écologie des pâturages qui a défini la tenure pastorale et les régimes fonciers qui règlementent l'accès et le contrôle des ressources dans les territoires pastoraux. Dans la plupart des régions pastorales, différentes catégories de droits aux ressources coexistent, allant des droits plus privés au sein du système communal (p. ex. les puits de saison sèche creusés par la famille ou gérés par le clan), aux droits ayant une nature plus communautaire comme l'accès aux forêts de saison sèche ou le droit de pacage autour d'un point d'eau. Les pâturages de saison humide et l'eau sont généralement gérés suivant des systèmes d'accès libre mais contrôlé. L'accès négocié et réciproque aux ressources caractérise et sous-tend les régimes fonciers pour permettre aux différents groupes d'identifier et d'exploiter les fluctuations imprévisibles à court terme des approvisionnements en fourrage et en eau de façon opportuniste, tout en adoptant une stratégie à plus long terme qui préserve la reproduction du milieu et des relations sociopolitiques viables. Les pasteurs s'efforcent de garantir leur accès à des ressources spécifiques à différentes époques de l'année au lieu d'investir dans des mécanismes de contrôle onéreux sur des terres qui ne sont qu'épisodiquement productives.

Les institutions et les systèmes de tenure pastorale ont été modifiés sous l'effet de l'empiètement d'intérêts externes et sous l'influence d'idéologies. Dans nombre de pays, cela s'est traduit par un « pluralisme juridique » composé d'une série de réglementations et de normes culturelles qui se recoupent et sont gérées par différentes institutions allant d'organes réglementaires formels à des institutions coutumières officieuses, en passant par des diktats religieux (p. ex. l'influence de la Charia dans la plupart des pays musulmans). Dans certains pays, des dynamiques géopolitiques (p. ex. les politiques agraires élaborées suivant le modèle occidental ou soviétique) et divers degrés d'intégration à la mondialisation (comme en témoigne l'intégration croissante du pastoralisme dans l'économie de marché et la concurrence accrue sur leurs ressources) ont encore influencé les régimes de tenure.

13. Ensminger, 1996 : 130.

14. Behnke, 1994 ; Niamir-Fuller, 1999 ; Leach *et al.*, 1996b.



6. Mains invisibles, saisies visibles

Les gouvernements et autres acteurs extérieurs au système pastoral n'ont jamais réussi à comprendre le raisonnement et la dynamique qui sous-tendent le pastoralisme.¹⁵ Les autorités coloniales percevaient les terres pastorales comme des étendues inoccupées (sans propriétaires) ou sous-exploitées et mal gérées, ce qui leur permettait de justifier leur appropriation par l'État et leur codification comme propriété de l'État ou de la Couronne. Cette approche faisait que les pâturages et les couloirs de migration pouvaient être aliénés sans consulter ni même informer les populations locales.

La thèse de Garret Hardin en 1968 sur « *La tragédie des communs* » a fourni un cadre théorique commode pour justifier les perceptions existantes des pasteurs comme des gestionnaires irrationnels des terres par ceux qui n'appartenaient pas au système (pouvoirs publics, universitaires, praticiens du développement). Bien que la théorie de Hardin qualifiait, à tort, le régime de ressources pastorales de système à libre accès et omettait de reconnaître le rôle critique des institutions coutumières dans la réglementation de la gestion des ressources communes, elle a eu une influence extraordinaire dans la perpétuation des mythes négatifs gravitant autour du pastoralisme comme étant le système à l'origine du surpâturage, de la désertification et de l'insécurité. Le pastoralisme était communément perçu comme un système économiquement inefficace, écologiquement dysfonctionnel et socialement rétrograde.¹⁶ Les sécheresses catastrophiques qui survinrent dans le Sahel et la Corne d'Afrique au cours des années 1970 et 1980 ainsi que l'augmentation des tensions et conflits dans les régions pastorales sont encore venus étayer cette vision.

La mobilité pastorale et les régimes communautaires de tenure des ressources étaient considérés comme de graves obstacles au développement socio-économique des pasteurs, comme une entrave aux options d'investissements privés et de gestion durable des ressources.¹⁷ S'appuyant sur des modèles occidentaux de gestion foncière (tels que l'élevage en ranch), la politique et les initiatives de développement pastoral se concentraient sur deux axes primordiaux : 1) la sédentarisation des communautés pastorales par le biais de projets agricoles pilotes, la fourniture de services de première nécessité ou des programmes d'implantation forcée et 2) la redistribution des droits d'occupation des pâturages par l'entremise de programmes de nationalisation et/ou de privatisation. Dans l'ensemble, ces politiques ont échoué, comme le montrent les expériences du Botswana¹⁸ et du Kenya, où la privatisation des pâturages et le développement de ranches d'élevage commerciaux a favorisé l'émergence d'une petite élite commerciale aux dépens de l'ensemble de la communauté. Des échecs semblables ont été enregistrés dans le cadre de projets visant à produire des cultures sur des terres à plus haut potentiel, comme les entreprises nationales de coton dans la basse vallée de l'Aouache en Éthiopie ou l'essor de la culture sèche de céréales sur les terres marginales en bordure du Croissant Fertile, avec d'importantes implications pour les moyens d'existence des communautés pastorales locales.¹⁹

15. Lane, 1998.

16. Swift, 1996 ; 2004. Hagmann, 2006.

17. Rwabahungu, 2001.

18. Contribution de M. Taylor, Botswana.

19. Sen, 1981 ; Nori, à paraître, sur la vulnérabilité à la sécheresse dans la région du Maghreb et du Mashreq.

Encadré 1. Cycles de réformes sur le plateau tibétain

L'environnement institutionnel des éleveurs tibétains illustre parfaitement comment les tendances politiques peuvent nuire aux sociétés pastorales. Les modes de tenure et les systèmes traditionnels tibétains de gestion des terres et des troupeaux furent mis à rude épreuve dans les années 1950 lorsque l'armée de Mao Tsé-toung envahit le pays pour le soumettre à l'autorité chinoise. La période collectiviste (*Gonshe*) qui s'ensuivit provoqua de profonds bouleversements dans les sociétés pastorales tibétaines car si la gestion des terres se faisait traditionnellement sous un régime communautaire, les troupeaux, eux, étaient la propriété du ménage. Au début des années 1980, dans le cadre de l'assouplissement de l'économie communiste, les troupeaux furent décollectivisés aux termes du Système de responsabilisation des ménages ; ils redevenaient donc la propriété des ménages. Dix ans plus tard, c'étaient les pâturages saisonniers qui faisaient l'objet d'une redistribution sur une base individuelle, semant, une fois de plus, le trouble au sein des systèmes pastoraux.

Source : Nori, 2004.

Puisque le pastoralisme était perçu comme un système intrinsèquement autodestructeur,²⁰ les gouvernements coloniaux et post-indépendance ont systématiquement écarté les communautés pastorales de la gestion de leurs ressources, ce qui a fragilisé la base des systèmes traditionnels d'existence des groupes pastoraux et débouché sur de profonds changements des structures de pouvoir et de contrôle. Confrontées à une ingérence croissante de l'extérieur et à une concurrence accrue sur les ressources stratégiques à l'intérieur des parcours, les sociétés pastorales sont devenues progressivement moins capables de conserver leur contrôle sur les ressources²¹ et leurs moyens d'existence sont devenus de plus en plus vulnérables aux caprices du climat.

Bien que les gouvernements coloniaux aient amorcé les premières politiques ayant débouché sur l'aliénation des terres pastorales, ils ont ensuite été imités par les gouvernements post-coloniaux. La plupart des constitutions post-coloniales ont expressément désigné la sédentarisation comme la façon de développer les régions pastorales.²² « *Si les colons furent coupables de généralement ignorer les droits coutumiers, l'administration africaine est elle aussi coupable d'ignorer les modes pastoraux de tenure avec les mêmes préjugés, la même indifférence, le même chauvinisme ethnique et les mêmes discriminations* ». ²³ Les frontières internes au sein des États désormais

Encadré 2. La fin du Contrôle bédouin dans la Badia syrienne

Durant leur colonisation initiale, les forces du Mandat français dans la *Badia* syrienne ont établi le *Contrôle bédouin*, une unité administrative spéciale afin de soutenir les institutions traditionnelles bédouines pour qu'elles se chargent de façon autonome de faire appliquer la loi et de résoudre les conflits. Cette entité a été dissoute avec la découverte de pétrole dans la région car les autorités françaises se sont alors attachées à protéger un investissement qui pouvait s'avérer important. Le contrôle sur la région s'est instauré en grande partie par l'octroi de titres de propriété privée sur de vastes étendues des pâturages tribaux communs de la *Badia*, l'attribution de droits de vote au Parlement, d'un accès privilégié à une éducation à l'étranger pour les fils des dirigeants bédouins et d'une compensation monétaire non négligeable. La majorité du leadership tribal fut cooptée aux rangs de l'élite de la scène politique urbaine. Les terrains jusqu'alors détenus en commun par les tribus furent de plus en plus souvent inscrits au cadastre au nom des dirigeants tribaux et convertis en exploitations agricoles.

Source : Chatty, 2006.

20. Anderson, 1999.

21. Swift, 1994 ; Lane & Moorehead, 1994 ; Lane, 1998.

22. Voir Markakis, 2004.

23. Tenga, 2004.

indépendants appliquaient la même règle « diviser pour régner ». De ce fait, des terres pastorales, jusqu'alors gérées par un groupe ou un clan désigné, furent divisées entre plusieurs unités administratives. En outre, la gestion de ces unités administratives était confiée à d'autres groupes, ce qui a fortement perturbé la mobilité et l'accès aux ressources, provoquant des conflits, comme en témoignent divers cas dans le Maghreb et l'Asie du Sud.

Au Moyen-Orient, l'élite gouvernante au vingtième siècle et la classe moyenne urbaine se sont approprié la vision des agents du Mandat français et britannique, en l'adaptant au credo nationaliste, déclarant de fait bien souvent le pastoralisme nomade comme un mode de vie rétrograde, aux antipodes du développement social et national.²⁴ Ni l'expérience soviétique ni l'expérience chinoise n'ont échappé à cette tendance car leurs politiques de développement (de l'agriculture intensive jusqu'aux développements industriels) étaient profondément ancrées dans des paradigmes occidentaux. Les États soviétiques ont cherché à avoir le monopole du contrôle sur les parcours extensifs caractéristiques de l'Asie centrale. Avec la chute de l'Union soviétique, le système a rapidement été libéralisé en régime d'occupation privée selon les principes d'une économie de marché. Un destin semblable est advenu aux territoires pastoraux sous contrôle chinois.

De fait, l'appropriation par l'État et la privatisation des terres ont toutes deux démontré qu'elles n'étaient guère efficaces dans les zones pastorales. Dans ses évaluations basées sur l'imagerie par satellite de la dégradation des pâturages sous différents régimes fonciers en certains points d'Asie centrale traversés par des frontières internationales, y compris la Chine septentrionale, la Mongolie et la Sibérie méridionale, Sneath (1998) a révélé de profondes différences dans les processus de dégradation sous différents régimes de droits d'accès aux ressources. Les ressources en pâturages de la Mongolie – qui ont permis aux pasteurs de maintenir leurs institutions traditionnelles de propriété collective, grâce à des mouvements de grande ampleur entre plusieurs pâturages saisonniers – ont été beaucoup moins dégradées que celles gérées par les politiques russes et chinoises, sur la base d'établissements humains agricoles permanents ou collectifs appartenant à l'État.²⁵ Le problème de l'octroi de titre foncier qui joue au « cheval de Troie » dans les moyens d'existence pastoraux affecte également les communautés d'éleveurs en Amérique latine.²⁶

Dans différents pays, l'État a joué un rôle déterminant dans l'expropriation des pasteurs soit par le biais de la nationalisation soit indirectement en soutenant les intérêts des acteurs et des groupes non pastoraux par le biais de politiques qui favorisaient les agriculteurs sédentaires, les consommateurs urbains ou les entrepreneurs. Dans bon nombre de cas, les régimes de privatisation sont devenus une opportunité de spéculation foncière par un nombre restreint de citoyens aisés aux dépens des résidents démunis des communautés rurales dont les moyens d'existence étaient tributaires de l'accès aux ressources communes.

24. Mundy et Musallam, 2000, cité dans Chatelard, 2003.

25. Ostrom *et al.*, 1999 : 278.

26. Contribution de G. Palmili, Argentine.

Encadré 3. Pas de tragédie des communs dans les hauts plateaux de Bolivie

Jusque dans les années 1970, les droits de pacage dans les hauts plateaux de Bolivie étaient détenus à titre collectif par de larges groupes de communautés traditionnellement désignés par le terme *ayllus* et dotés de règles rigoureuses gouvernant l'accès au groupe et la gestion des ressources. La réforme agraire bolivienne qui suivit la révolution nationaliste dans les années 1950 fut la dernière d'une série de coups portés à la structure des communautés pastorales des hauts plateaux. L'un des principaux objectifs de la réforme était de fournir aux paysans des titres individuels de propriété foncière, politique à laquelle les éleveurs s'étaient opposés depuis des décennies. Leur plaidoyer en faveur du maintien d'un régime collectif d'occupation des pâturages était invariablement perçu par les autorités comme une résistance irrationnelle au modernisme ou un attachement obstiné à un mode de vie « primitif » et « dysfonctionnel ». Suite à ces politiques, dans les années 1970, les éleveurs et l'État trouvèrent finalement un compromis en fragmentant les *ayllus* en unités plus petites (hameaux comprenant un groupe de familles), chacune de ces unités se voyant attribuer un titre foncier. Au sein de cette structure, les lois fondamentales de la production pastorale autochtone restaient ce qu'elles avaient toujours été. Le régime foncier, les règles d'accèsion aux groupements sociaux, les pratiques collectives, les lois coutumières, les modes de résidence étaient tous régulés de manière à garantir un équilibre entre les contraintes démographiques et la distribution de ressources précieuses. Ce n'est pas tant la culture qui est en jeu dans le désir des éleveurs Aymaras de préserver leur tenure collective que le besoin de protéger les seuls rouages qui font de la production pastorale un investissement pertinent dans l'environnement hostile des hauts plateaux.

Source : Swift, 2004.

L'inaptitude croissante des pouvoirs publics à gérer efficacement les terres et les ressources nationalisées en a fait au final des zones à accès libre, ce qui a augmenté les risques de conflits violents. Les expériences dans la Bادية du Moyen-Orient ou le désert de Gobi en Mongolie ont démontré que la dégradation des terres et les troubles sociaux dans les régions pastorales sont plus souvent le résultat de politiques de modernisation et d'interventions ayant fragilisé des institutions localement adaptées, qui auparavant réglementaient l'accès et l'utilisation des ressources, que le fait des systèmes coutumiers de gestion pastorale. Les politiques adoptées et mises en œuvre à la hâte qui ignorent les droits fonciers traditionnels sans offrir d'alternatives efficaces ont débouché sur un empiètement des pâturages par les autres utilisateurs, sur un surpâturage accru et sur un abus accéléré des ressources qui ont finalement donné lieu à la dégradation des terres.²⁷

Encadré 4. L'approche de l'ONU en matière de pâturages

Il a fallu plusieurs décennies pour que la communauté internationale remette en question son appréciation du pastoralisme et reconnaisse la capacité des communautés locales à gérer efficacement les terres marginales. L'évolution de la vision des Nations Unies à l'égard des pasteurs et des pâturages représente un exemple sans équivoque dans ce sens. La première Convention sur la désertification (UN CD, Nairobi 1977) considérait que l'utilisation des terres par les pasteurs était la principale cause de la dégradation environnementale des terres marginales. Cette position a été réitérée lors du Conseil d'administration du PNUE en 1984. Ce n'est que durant les années 1990 que la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (UNCED) a légitimé la pertinence des connaissances, des droits et des compétences des communautés locales, pour assurer ce qui avait été défini comme un « développement durable ». Action 21 plaidait vivement pour une combinaison alliant décentralisation des pouvoirs publics, dévolution et participation communautaire pour assurer la gestion collective des ressources naturelles. En 1994, la Convention de l'ONU de lutte contre la désertification (UNCCD) plaçait un accent majeur sur l'amélioration des moyens d'existence des habitants des zones arides comme mesure essentielle pour atteindre cet objectif,²⁸ mais les dispositions de la Convention restaient vagues concernant les questions liées à l'accès aux terres.²⁹ De récents efforts déployés par le biais du programme IMPD financé par l'ONU ont cherché à remettre en cause ce champ politique crucial.

27. FAO, 1994.

28. Swift, 1996 ; Leach et al., 1996a.

29. Rapport No. 4 du Groupe de coordination sur les zones arides No. 4.

7. Sous pression

Des preuves archéologiques suggèrent que le pastoralisme en Afrique est né d'une réaction directe aux cycles antérieurs de changement et de variabilité à long terme du climat et s'est propagé dans toute l'Afrique du Nord comme un moyen de faire face à un climat aride et de plus en plus imprévisible.³⁰ Comme le soulignent plusieurs contributions à la conférence électronique de l'IMPD, la vulnérabilité des pasteurs aux variations climatiques est moins une conséquence de l'évolution des régimes pluviométriques que de leur inaptitude à s'adapter aux changements en raison des politiques inappropriées qui entravent la mobilité du bétail et leur capacité à accéder à des ressources critiques pour les moyens d'existence, à pratiquer un commerce transfrontalier, à bénéficier d'investissements appropriés et à participer à des prises de décision politiques pertinentes. Un point de vue analogue a été exprimé lors de la conférence Alive-LEAD.³¹

Aujourd'hui les communautés pastorales sont de plus en plus happées par la mondialisation qui présente à la fois des opportunités et des défis, susceptibles d'affecter leur capacité à réagir au changement climatique. Certaines de ces principales tendances sont les suivantes :

- Les possibilités d'accroître les échanges dans le secteur de l'élevage aux niveaux régional et mondial du fait de l'accroissement de la demande en protéines animales à travers le monde.³²
- La promesse d'une plus grande autonomie et d'une participation à la prise de décision que recèlent les réformes récentes en faveur de la décentralisation, la dévolution et la participation locale.
- Les avantages potentiels que peuvent apporter les progrès technologiques dans des domaines comme les télécommunications, la santé animale et la résistance des récoltes aux conditions arides.
- L'impact potentiel de la « guerre contre la terreur » menée par l'Occident s'est trop focalisé sur les terres pastorales de l'Afghanistan, de la Somalie, du Maghreb, du Moyen-Orient et du Sahara, ce qui a eu un effet adverse sur les moyens de subsistance pastoraux et la stabilité, la sécurité et les intérêts géopolitiques de ces régions.

La croissance de la population conjuguée à une raréfaction de la base de terres et de ressources est un défi majeur. L'essor démographique dans les régions pastorales est estimé de l'ordre de 2,8 %, ce qui veut dire que leur population va doubler tous les 25 ans et tripler en 40 ans. Le pastoralisme est particulièrement sensible à la croissance démographique car les possibilités techniques d'accroître la productivité des pâturages de façon durable sont restreintes, notamment lorsqu'on les compare aux gains de rendement qu'il est possible d'obtenir grâce aux progrès technologiques dans le domaine

30. Brooks, 2006, article commandité par l'IMPD.

31. Discours principal Session 1 African Livestock/Livestock, Environment and Development initiative ALIVE-LEAD *Pastoral livelihoods between aid dependence and self-reliant drought management*.

32. Ce que Delgado (1999) définit comme la « Révolution de l'élevage ».

de la production agricole.³³ La diversification des moyens d'existence est donc cruciale afin d'amoindrir les pressions humaines sur les pâturages.³⁴ Des taux de croissance démographique plus élevés dans les zones non pastorales que dans les zones pastorales posent des défis supplémentaires à ceux qui abandonnent le pastoralisme en quête d'autres moyens d'existence.

La mutation des relations économiques et sociales dans les sociétés pastorales joue aussi un rôle déterminant dans la capacité des familles à s'adapter et à réagir aux changements climatiques. La **stratification économique** modifie la manière dont le bétail, les terres et les autres ressources naturelles sont gérés dans les zones pastorales de par le monde, ce qui par ricochet compromet la capacité des communautés pastorales à s'adapter et à réagir aux changements climatiques. Comme les propriétaires (souvent absents) élèvent de plus en plus leurs bêtes à des fins commerciales et comme il est de plus en plus fréquent que ces acteurs enferment les points d'eau et les pâturages pour leur usage privé, il devient de plus en plus difficile aux communautés pastorales d'accéder aux ressources vitales pendant la saison sèche. On rapporte que ces éleveurs « à distance » sont estimés détenir 50 % du cheptel sahélien.³⁵ En outre, les types de stratification économique ont des chances d'entraîner de nouvelles perturbations du tissu social traditionnel, des mécanismes de partage des risques et de filet de sécurité qui caractérisent les moyens d'existence pastoraux et jouent un rôle vital pour aider ces communautés à réagir à la variabilité du climat. Les **relations entre les hommes et les femmes et entre les différentes générations** sont aussi en pleine mutation dans les communautés pastorales. Comme on le signale dans des régions aussi variées que l'Ouganda et la Somalie, l'Inde et l'Argentine, les femmes jouent un rôle de plus en plus important dans la prise de décision en dehors des affaires de la famille.³⁶ Ceci concerne non seulement leurs rôles traditionnels au sein du ménage ou comme conciliatrices entre les groupes, mais aussi de nouveaux rôles comme agents économiques et politiques.³⁷ Les jeunes, souvent pris au piège d'un taux de chômage élevé et disposant de peu d'options pour trouver d'autres moyens d'existence, contestent les structures traditionnelles de pouvoir et ont parfois recours aux armes et à la violence. Les raids de bêtes organisés, le banditisme et l'enrôlement dans des mouvements d'insurgés sont souvent perçus par les jeunes hommes comme un moyen d'arriver à l'indépendance économique et à la reconnaissance sociale.³⁸

Les effets conjugués de la croissance démographique, de la raréfaction des terres et du changement climatique risquent fort de provoquer et d'exacerber les **conflits liés à l'accès aux ressources, à leur contrôle et leur utilisation**. Si une concurrence accrue sur des ressources de plus en plus rares et/ou variables risque de déclencher un conflit, d'autres facteurs comme une piètre gouvernance ou l'inaptitude des communautés pastorales à négocier l'accès à des ressources clés joueront aussi un rôle. À cet égard, la fragilisation des institutions coutumières a miné leur pouvoir de sanctionner les abus et la violence au sein des sociétés locales, rendant ainsi les conflits plus difficiles à gérer. Une fois de plus, les paradigmes erronés du « développement » ont exacerbé le problème au lieu de contribuer à le résoudre.

33. Contribution de S. Sandford, Angleterre.

34. Voir aussi Breman et de Wit, 1993, pour la région d'Afrique australe.

35. Fafchamps et al., 1996, cité dans Alive, 2006.

36. Contribution de G. Palmili, Argentine.

37. Pointing, 1995 ; voir aussi le programme de recherche *Milking Drylands* financé par la CE.

38. Nori, 2005.



8. Des gagnants qui y perdent

Il existe cinq questions controversées auxquelles il convient de répondre par des politiques nationales et par une aide internationale accordée au développement pastoral dans le contexte du changement climatique.

1. L'adaptation au changement est au cœur du concept de moyens d'existence durables. Le pastoralisme est un mode de vie hautement adapté pour faire face aux environnements caractérisés par une précarité écologique et une imprévisibilité climatique. Dans le contexte du changement climatique, où les ressources vont devenir de plus en plus variables sans que cela débouche nécessairement sur la ruine des pâturages, l'élevage mobile est le meilleur moyen de minimiser le risque. Pourtant, le pastoralisme doit encore être reconnu par les décideurs comme un système viable qui a le potentiel de soutenir les moyens d'existence et de contribuer aux économies nationales, régionales et mondiale à partir d'environnements qui seraient autrement inadaptés à d'autres systèmes d'utilisation des sols, notamment dans un contexte de changement climatique.
2. Les pasteurs, qui ont été accusés pendant des décennies d'être à l'origine de la dégradation de l'environnement, sont désormais reconnus comme de bons gardiens des environnements variables et les externalités environnementales positives qu'offrent des pâturages bien gérés sont désormais communément admises³⁹ (comme p. ex. le fait que les pâturages sont l'écosystème terrestre ayant le potentiel de séquestration de carbone le plus élevé, et que la gestion pastorale de ces zones influence directement cet état de fait). Paradoxalement, ce sont ceux qui ont le moins contribué au changement climatique qui se trouvent aujourd'hui être les plus exposés à ses conséquences.
3. Beaucoup de régions habitées et exploitées par des pasteurs sont riches en ressources souterraines, notamment des combustibles fossiles. L'utilisation de ce type de ressources ne ferait qu'aggraver l'accroissement des concentrations de dioxyde de carbone à l'échelle planétaire, tout en détériorant très probablement les moyens d'existence des communautés locales. L'expérience passée montre que les pasteurs ne tirent généralement pas parti de la richesse économique générée par l'exploitation de ce type de ressources ; en revanche, ils en assument le prix en termes de conflits et d'insécurité associés, comme en témoignent divers exemples en Afrique centrale et en Asie centrale (p. ex. la guerre qui embrase le sud-Soudan).
4. Malgré l'amas de recherches qui démontrent la logique et l'efficacité du pastoralisme en termes de gestion des ressources dans les milieux hostiles et incertains, on n'est pas encore parvenu à provoquer les changements appropriés dans l'opinion des pouvoirs publics et les directives politiques. Pourtant le pastoralisme a beaucoup à offrir dans les débats actuels sur la meilleure façon de s'adapter au change-

39. Lane, 1998.

ment climatique, débats au sein desquels des concepts tels que la variabilité, la résistance, la gestion des risques, etc. se voient accorder une importance de plus en plus grande.

5. Dernière considération amère : on s'aperçoit que les droits des pasteurs et les capacités qu'ils ont d'offrir de précieux services de manière durable à partir de milieux incertains sont davantage reconnus alors même que les investissements publics dans les zones pastorales ne cessent de diminuer. La faible densité démographique, l'éloignement et la marginalité politique font des zones pastorales les premières cibles d'un désengagement de l'État aux termes des Programmes d'ajustement structurel et des coupes sombres des budgets publics. Les impacts des processus de décentralisation et de dévolution n'ont pas encore été propices aux communautés pastorales et le sentiment de désillusion et de ressentiment à l'encontre de l'État et des institutions régionales de ces communautés est un élément important qu'il ne faudrait pas sous-estimer et qui pourrait expliquer dans une certaine mesure la tendance à la radicalisation politique que l'on observe dans de nombreuses régions pastorales.

Le changement climatique et les transformations qu'il engendrera dans la disponibilité des ressources pourraient offrir un contexte positif pour l'adoption de nouveaux paradigmes d'aide dans les régions pastorales. Toutefois, si l'on veut réaliser de vrais bénéfices, l'aide au développement doit s'attaquer aux racines politiques de la marginalisation pastorale. Au lieu d'investir dans des solutions techniques onéreuses, il serait plus efficace de renforcer la capacité des pasteurs à faire valoir leurs droits de façon à mieux faire face à la variabilité croissante du climat.⁴⁰ Comme l'indique Scoones : *sachant que le changement climatique implique de plus hauts degrés d'incertitude, au lieu de se battre pour obtenir des certitudes dans un monde incertain, il serait peut-être plus judicieux d'embrasser les conséquences de l'incertitude et de repenser nos réponses en conséquence.*⁴¹

40. Principale conclusion du forum électronique sur le changement climatique de l'IMPD.

41. Contribution d'Ian Scoones, IDS, UK au forum électronique sur le changement climatique.

9. Conclusions

Les systèmes pastoraux sont importants pour la société mondiale. Ils assurent la subsistance de millions de personnes qui vivent dans un environnement hostile et incertain où d'autres systèmes d'utilisation des sols sont extrêmement risqués. Le bétail élevé dans les systèmes pastoraux contribue aussi de façon significative aux économies nationales et régionales et fournit des services environnementaux importants en termes de piégeage du carbone, de prévention d'incendie et de conservation de la biodiversité.

Les sociétés et les populations pastorales à travers le monde traversent des processus qui redéfinissent leurs territoires et refaçonnent leurs modèles d'utilisation des ressources. L'intégration des économies pastorales dans les marchés, l'évolution des cycles migratoires et les processus politiques d'intégration régionale et de décentralisation comportent tous des menaces et des opportunités. Le changement climatique est une autre variable mais il pourrait s'agir de « la goutte qui fait déborder le vase » ou au contraire de « l'aube d'un nouveau jour ».

La vulnérabilité des pasteurs à la variabilité du climat est moins fonction de la raréfaction des ressources que le résultat de leur inaptitude croissante à répondre à de tels changements par la pratique d'un élevage mobile, par des échanges transfrontaliers, la jouissance de services sociaux adaptés à leur mode de vie et la participation aux processus pertinents de prise de décision. La marginalisation sociale, politique et économique est donc le mot clé qui explique l'inaptitude actuelle des pasteurs à faire face et à s'adapter aux changements, y compris aux changements environnementaux.

Le changement du climat a aussi un impact indirect sur les systèmes d'interdépendance et d'échanges de ressources entre les systèmes pastoraux et les autres moyens d'existence. Alors que dans le passé, il y avait dans quelques régions un certain degré de spécialisation des moyens de subsistance, c'est de moins en moins le cas. Dans plusieurs régions, la distinction entre les moyens d'existence pastoraux et agricoles tend à se dissiper. Les pasteurs se tournent de plus en plus vers l'agriculture pour compenser les pertes de cheptel tandis que bon nombre d'agriculteurs investissent dans le pastoralisme en réponse à la plus grande variabilité et à l'incertitude du milieu. La fusion de ces systèmes de subsistance a affaibli les relations antérieures d'interdépendance entre ces groupes et a aiguisé la concurrence qu'ils se livrent pour accéder aux ressources naturelles. Ce processus de diversification représente une adaptation majeure, non pas exclusivement au changement climatique mais aussi aux pressions économiques et aux influences politiques.

De surcroît, à mesure que le changement climatique rend de plus en plus difficile de produire des céréales sur les terres marginales, les pasteurs peuvent se trouver en mesure de reconquérir ces zones, comme cela semble être le cas dans certains pays du Maghreb et du Mashreq⁴² ainsi que dans d'autres régions. D'un autre côté, les réformes

42. Voir la phase III du programme Maghreb et Mashreq de l'ICARDA.

des politiques qui appuient la production agricole, telles que la baisse des subventions aux producteurs, ou les incitations à la production de biocarburants, peuvent déboucher sur des hausses des prix des denrées de base et avoir une incidence adverse sur les pasteurs. De fait, ces hausses des cours céréaliers pourraient contribuer à une érosion des rapports de prix entre protéines animales et céréales. Ce point constitue un véritable problème pour les pasteurs car la compétitivité de leurs produits par rapport aux autres denrées de base est la principale raison à l'origine de l'augmentation de la densité démographique sur les terres marginales.⁴³

Il existe aussi des implications concernant la pérennité des environnements urbains dans le contexte du changement climatique. Comme le montre l'expérience, les milieux urbains représentent des environnements complémentaires importants pour les zones pastorales, au travers d'échanges et de relations économiques et sociales étroites. Trop ou trop peu de précipitations affectera les infrastructures urbaines conçues pour des conditions écologiques précises, ce qui aura des conséquences globales concernant l'aptitude des éleveurs à tirer parti des opportunités de génération de revenu liées à la ville.⁴⁴

Certes, la menace du changement climatique sur les moyens d'existence pastoraux change les conditions agroécologiques mais surtout elle érode la faculté des pasteurs à faire bon usage de leurs capacités d'adaptation. Le changement climatique est un processus auquel la plupart des pasteurs devraient pouvoir faire face, à condition que les facteurs politiques et économiques définissent un cadre porteur capable d'inverser les tendances actuelles qui font que les pasteurs semblent avoir un moindre accès à des ressources de plus en plus précaires.⁴⁵

Il est donc essentiel de valoriser les droits des pasteurs à une plus grande variété de ressources, qu'elles soient agroécologiques ou socio-économiques, et de leur permettre d'utiliser ces ressources selon leurs besoins, afin de réduire leur vulnérabilité et de mettre en valeur le développement rural des terres marginales. Les efforts dans ce sens doivent être appuyés par les pays plus riches, qui sont à l'origine de la majeure partie du réchauffement climatique, même s'il convient de faire preuve de prudence quant à la façon d'attribuer et d'utiliser ces ressources.

43. Helland, 2000 ; Dietz *et al.*, 2001.

44. Voir Delgado *et al.*, 1999.

45. Principale conclusion du forum électronique de l'IMPDP sur le changement climatique.

Bibliographie

- Alive, 2006. Pastoral livelihoods between aid dependence and self-reliant drought management, Alive LEAD keynote Session 1 ALIVE-LEAD. http://www.virtualcentre.org/en/ele/econf_03_alive/
- Anderson D.M. et Broch-Due V., 1999. The poor are not us: poverty and pastoralism in Eastern Africa. Oxford, James Currey.
- Behnke R., 1994. Natural resource management in pastoral Africa. *Development Policy Review*, 12.
- Bourbouze A., 1999. Gestion de la mobilité et résistance des organisations pastorales des éleveurs du Haut Atlas marocain face aux transformations du contexte pastoral maghrébin. In: Niamir Fuller, 1999. ITP.
- Breman H. et de Wit C.T., 1983. Rangeland productivity in the Sahel. *Science* 221: 4618.
- Brooks N., 2006. *Climate Change and Pastoral Adaptation*. Article commandité par l'Initiative mondiale pour un pastoralisme durable. IMPD Nairobi.
- Chatelard G., 2003. Conflicts of interest over the Wadi Rum reserve: were they avoidable? A socio-political critique. *Nomadic People magazine* 7.
- Chatty D. (Ed.), 2006. *Nomadic Societies in the Middle East and North Africa: Entering the 21st Century*. Brill, Leiden.
- Delgado C. *et al.*, 1999. Livestock to 2020: the next food revolution. IFPRI Washington DC <http://www.ifpri.org/2020/briefs/number61.htm>
- DFID, 2000. Sustainable Livelihoods, current thinking and practice. DFID, Londres.
- Dietz T., Abdirizak Arale Nunow, Adano Wario Roba et Zaal F., 2001. Pastoral Commercialisation: on Caloric Terms of Trade and Related Issues. In: Mohamed Salih M., Ton Dietz & Abdel Ghaffar Mohamed Ahmed, *African Pastoralism, Conflict, Institutions and Government*. Londres : Pluto Press en association avec OSSREA. Amsterdam Research Institute for Global Issues and Development Studies (AGIDS). Université d'Amsterdam.
- Dobie P., 2001. Poverty and the Drylands. Challenge Paper Series, UNDP Drylands Centre, Nairobi.
- Ensminger J., 1996. *Making a Market: The Institutional Transformation of an African Society*. New York: Cambridge University Press.
- FAO, 1994. Paper on rangeland and livestock development in the Arab world. Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient.
- FAO, 2001. Pastoralism in the New Millennium. Animal Production and Health Paper No. 150, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.
- Hagmann T., 2006. Pastoral conflict and resource management in Ethiopia's Somali region. Thèse de doctorat, Université de Lausanne.

- Hardin G., 1968. The tragedy of the commons. *Science* 162: 1243-48.
- Helland J., 2000. Pastoralists in the marginal areas of the Horn of Africa, some development issues. Article préparé pour l'équipe interagence pour la sécurité alimentaire à long terme, le développement agricole et les aspects associés dans la Corne d'Afrique. FAO, Rome.
- IPCC, 2007. The Physical Science Basis: summary for Policy Makers. IPCC Geneva.
- Lane C. et Moorehead R., 1994. New Directions in Rangeland and Resource Tenure and Policy, in Scoones, I. (ed.) *Living with Uncertainty: New Directions in Pastoral Development in Africa*, Intermediate Technology Publications Ltd., Londres.
- Lane C. R. (Ed.), 1998. *Custodians of the Commons. Pastoral land tenure in East and West Africa*. UNRISD-IIED, Earthscan, Londres.
- Leach M. et Mearns R. (Eds.), 1996a. *The Lie of the Land. Challenging received Wisdom on the African Continent*. James Currey Publ., Oxford.
- Leach M., Mearns R. et Scoones I., 1996b. Environmental entitlements: a framework for understanding the institutional dynamics of environmental change. IDS discussion paper 359, Institute of Development Studies, Brighton, UK.
- Markakis J., 2004. *Pastoralism on the Margin*. Minority Rights Group International, Nairobi.
- Niamir-Fuller M., 1999. *Managing Mobility in African Rangelands: The Legitimization of Transhumance*. Intermediate Technology Publications, Cambridge.
- Nori M. et Davies J., 2007. Vent de changement : Changement climatique, adaptation et pastoralisme. Document de travail de l'IMDP, Nairobi. http://www.iucn.org/wisp/fr/documents_french/WISP_CCAP_final_fr.pdf
- Nori M. et Taylor M., 2006. *Moyens mobiles d'existence, ressources fragmentaires, droits variables : appréhender les territoires pastoraux*. Document de travail de l'ILC. est disponible sur http://www.landcoalition.org/pdf/pol_pastoral_dftf.pdf
- Nori M., 2004. Hoofs on the roof: pastoral livelihoods on the Xinghai-Tibetan Plateau – ASIA, Yushu (PRC). http://www.cwru.edu/affil/tibet/booksAndPapers/Hoofs_on_the_Roof.pdf
- Nori M., 2005. *Nomadic Knowledge: an Asset for the future*. In: Proceedings of the Young Scientists Programme, Forum Engelberg 2005.
- Nori M., 2008. Community vulnerability to drought in the Maghreb & Mashreq context. Forthcoming paper for the ICARDA M&M III program. Tunis.
- Nori M., Switzer J. et Crawford A., 2005. Herding on the Brink: Towards a Global Survey of Pastoral Communities and Conflict – An Occasional Paper from the IUCN Commission on Environmental, Economic and Social Policy; Gland (Ch). <http://www.iisd.org/publications/pub.aspx?id=705>
- Ostrom E., Burger J., Field C.B., Norgaard R.B. et Policansky D., 1999. Revisiting the Commons: Local Lessons, Global Challenges. *Science*, New Series, Vol. 284, No. 5412. pp. 278-282.



- Pointing J., 1995. The Impact of Social and Economic Change on Pastoral Women in East and West Africa. Edited by Daniel Stiles, PNUE, Nairobi.
- Roe E., Huntsinger L. et Labnow K., 2003. High Reliability Pastoralism. University of California, Berkeley.
- Rwabahungu M., 2001. Tenurial reforms in West and Central Africa: legislation, conflicts and social movements. In: Krishna B. Ghimire and Moore B., 2001.
- Scoones I., 2004. Climate change and the challenge of non-equilibrium thinking. IDS Bulletin, Volume 35, Number 3, 1 July 2004 , pp. 114-119(6).
- Scoones I. (Ed.), 1994. Living with uncertainty: new directions in pastoral development in Africa. Intermediate Technology, Londres.
- Sen A., 1981. Poverty and Famines: an Essay on Entitlement and Deprivation. Oxford University Press, Oxford.
- Sneath D., 1998. State Policy and Pasture Degradation in Inner Asia. Science, New Series, Vol. 281, No. 5380. pp. 1147-1148.
- Swift J.J., 1994. Dynamic ecological systems and the administration of pastoral development. In: Scoones I. Ed., 1994. Intermediate Technology Publications Ltd., Londres.
- Swift J.J., 1996. Desertification: narratives, winners and losers. In: Leach M. et Mearns R. (Eds.), 1996a. James Currey pubbl., Oxford,
- Swift J.J., 2004. The Global Drylands Imperative: Pastoralism and Mobility in the Drylands. UNDP Drylands Development Centre, Nairobi.
- Tenga R., 2004. Legislating for pastoral land tenure in Tanzania: The draft Land Bill. www.whoseland.com/paper8.html

Abonnement aux *Dossiers des Zones Arides et à Haramata*

Les *Dossiers des Zones Arides et Haramata* sont publiés en français et en anglais deux fois par an. Trois ou quatre *Dossiers* accompagnent chaque numéro de *Haramata*.

Un abonnement gratuit est disponible pour les individus et les organisations souhaitant recevoir ces publications régulièrement. Pour davantage d'information ou pour vous abonner, vous pouvez contacter : Programme Zones Arides, IIED, 3 Endsleigh Street, London WC1H 0DD, Royaume-Uni.

Email : drylands@iied.org

Tél : +44 (0)20 7388 2117.

Fax : +44 (0)20 7388 2826.

Vous pouvez également télécharger ces publications en vous rendant sur notre site Web à www.iied.org/NR/drylands/haramata.html

Autres publications de l'IIED

Pour obtenir d'anciens numéros des *Dossiers* ou des informations sur les autres publications de l'IIED, veuillez contacter : Earthprint Limited, Orders Department, PO Box 119, Stevenage, Hertfordshire SG1 4TP, Royaume-Uni.

Fax : +44 (0)1438 748844.

Email :

orders@earthprint.co.uk

Une base de données des publications de l'IIED, munie d'un moteur de recherche, est disponible à : www.iied.org/bookshop/index.html

Dossiers des Zones Arides

- 149 Foncier et décentralisation. L'expérience du Sénégal
Jacques Faye – 2008
- 148 Droits pastoraux, modes de vie et adaptation au changement climatique.
Michele Nori, Michael Taylor et Alessandra Sensi – 2008
- 147 L'information foncière, bien commun et ressource stratégique. Le cas du Bénin
Pierre-Yves Le Meur – 2008
- 146 Gestion communautaire de la faune sauvage en Tanzanie
Fred Nelson – 2007
- 145 Les arbres sont notre épine dorsale – Intégration de l'environnement et du développement local dans le Tigray en Ethiopie
Yohannes GebreMichael et Ann Waters-Bayer – 2007
- 144 Les paysans maliens exclus de la propriété foncière? Les avatars de l'appropriation par le titre foncier
Moussa Djiré – 2007
- 143 Femmes sans terre, femmes sans repères ? Genre, foncier et décentralisation au Niger
Marthe Diarra et Marie Monimart – 2006
- 142 Le pastoralisme, richesse cachée des zones arides ? Développement d'un cadre économique pour l'évaluation du pastoralisme en Afrique de l'Est
Ced Hesse et James MacGregor – 2006
- 141 Conflits entre agriculteurs et éleveurs au nord-ouest du Mali
Sabrina Beeler – 2006
- 140 Ambivalence et contradiction. Examen du cadre politique tanzanien vis-à-vis du pastoralisme
A. Z. Mattee et M. Shem – 2006
- 139 Droits fonciers et accès à l'eau au Sahel. Défis et perspectives pour l'agriculture et l'élevage
Sous la direction de Lorenzo Cotula – 2006
- 138 Accès à la terre et sécurisation des nouveaux acteurs autour du lac Bazèga (Burkina Faso)
Sayouba Ouédraogo – 2006
- 137 Les leçons tirées du travail de gestion des conflits dans l'ensemble Karimojong
Richard Grahn – 2005
- 136 Le foncier en Afrique : Actif marchand ou moyen de subsistance sûr ?
IIED/INRI/Royal African Society – 2005
- 135 Décentralisation et participation citoyenne. Evaluation participative de la décentralisation et amélioration de la transparence budgétaire
Bara Guèye – 2005
- 134 Portraits de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
Su Fei Tan et Bara Guèye (eds) – 2005
- 133 Exploitations familiales et entreprises agricoles dans la zone des Niayes au Sénégal
Oussouby Touré et Sidy Mohamed Seck – 2005
- 132 Du labeur au labour : Liens entre les remises de fonds internationales et l'accès au foncier en Afrique de l'Ouest
Lorenzo Cotula et Camilla Toulmin (eds) – 2004
- 131 L'évolution et les répercussions de l'écotourisme de type communautaire dans le nord de la Tanzanie
Fred Nelson – 2004
- 130 Mythes et réalités de la gouvernance locale : l'expérience de la commune rurale de Sanankoroba, Mali
Moussa Djiré – 2004
- 129 De la colonisation du vide à la concertation sur le plein : Réglementation de l'exploitation d'une zone pastorale à Samorogouan, Burkina Faso
Joost Nelen, Nata Traoré, Moumouni Ouattara – 2004
- 128 Pression foncière et nouvelles normes d'accès à la terre : vers une déféminisation de l'agriculture au sud Niger ?
Marthe Doka et Marie Monimart – 2004
- 127 La mise en place de la décentralisation au Mali : cas de deux communes rurales
Amadi Coulibaly et Thea Hilhorst – 2004

- 126** Impact des lois pastorales sur la gestion équitable et durable des ressources naturelles en Guinée
Oussouby Touré – 2004
- 125** Médiation dans un cadre en mutation : Victoires et défaites dans la gestion des conflits liés aux ressources naturelles dans le sud-ouest du Burkina
Maria Brockhaus, Tanja Pickardt, Barbara Rischkowsky – 2003
- 124** Micro-politiques foncières dans trois villages de la province du Bam au Burkina Faso : Stratégies locales d'échange de terres
Volker Stamm, Jean-Pierre W. Sawadogo, Saidou Robert Ouédraogo, Denis Ouédraogo – 2003
- 123** Transformations de l'agriculture ouest-africaine et rôle des exploitations familiales
Camilla Toulmin et Bara Guèye – 2003
- 122** Plans fonciers ruraux : Conditions de pertinence des systèmes d'identification et d'enregistrement des droits coutumiers
Jean-Pierre Chauveau – 2003
- 121** Les droits de pêche en plaine inondée dans le Gwendégoué (Pays winye, centre-ouest du Burkina Faso)
Jean-Pierre Jacob – 2003
- 120** Régime foncier communautaire. La nouvelle loi sur le foncier villageois de 1999 en Tanzanie. Questions et réponses
Liz Alden Wily – 2003
- 119** L'avenir des exploitations familiales en Afrique de l'Ouest. Que peut-on apprendre des données à long terme ?
Michael Mortimore – 2003
- 118** Les nouveaux acteurs et la promotion des activités agro-sylvo-pastorales dans le sud du Burkina Faso : Faux départ ou inexpérience ?
Moussa Ouédraogo – 2003
- 117** Sécuriser les transactions foncières dans l'ouest du Burkina Faso
Paul Mathieu, Philippe Lavigne Delville, Hubert Ouédraogo, Mahamadou Zongo et Lacinan Paré – 2003
- 116** "Genre" et gestion des conflits relatifs aux ressources naturelles à Nioro du Sahel, au Mali
Lucy Hamilton et Aly Dama – 2003
- 115** Gestion des ressources naturelles et politique foncière dans les pays en voie de développement : Leçons apprises et nouveaux défis pour la Banque Mondiale
John W. Bruce et Robin Mearns – 2002
- 114** 'S'approprier de l'avenir' : La création d'institutions pastorales dans le Nord du Kenya
Isobel Birch et Halima A.O. Shuria – 2002
- 113** Quel avenir pour les agricultures familiales d'Afrique de l'Ouest dans un contexte libéralisé ?
Jean-François Bélières, Pierre-Marie Bosc, Guy Faure, Stéphane Fournier, Bruno Losch – 2002
- 112** Le foncier dans les politiques de développement au Burkina Faso : enjeux et stratégies
Moussa Ouédraogo – 2002
- 111** Parcs au-delà des Parcs : Ecotourisme communautaire ou nouveau revers pour les pasteurs massais au Kenya ?
Marcel Rutten – 2002
- 110** Les zones où il n'existent pas de données : approches participatives en d'épidémiologie vétérinaire dans les zones pastorales de la Corne de l'Afrique
Andy Catley et Jeffrey Mariner – 2002
- 109** Profil d'évolution de l'environnement dans le Bassin du lac Manyara, Tanzanie
Rick Rohde et Thea Hilhorst – 2001
- 108** Barrages et développement : un nouveau cadre pour la prise de décision
La Commission mondiale des barrages – 2001
- 107** Sécurisation des droits fonciers délégués en Afrique de l'Ouest
P. Lavigne-Delville, C. Toumin, J.-P. Colin, J.-P. Chauveau – 2001
- 106** Développement local et gestion communautaire des forêts : expérience au Mali
Intercoopération – 2001
- 105** Partenariat entre la municipalité et la société civile : exemple de la gestion des déchets urbains à Bamako
Modibo Kéita – 2001
- 104** Historique de la gestion forestière en Afrique de l'Ouest. Ou : comment la 'science' exclut les paysans
Jesse Ribot – 2001
- 103** Renforcement des droits d'exploitation liés aux ressources locales
Tenna Shitarek, Sintayehu Manaye et Berihun Abebe – 2001
- 102** Terroirs d'attache des pasteurs au Niger
Roland Hammel – 2001
- 101** Le Sahel : Une dégradation des terres exagérée, un potentiel paysan sous-estimé
Valentina Mazzucato et David Niemeijer – 2001
- 100** Régimes fonciers en Afrique : Remise en cause des hypothèses de base
Christian Lund – 2000
- 99** Vers une gestion démocratique des forêts en Afrique orientale et australe
Liz Alden Wily – 2000
- 98** Elaboration d'un Code local pour la gestion des ressources naturelles : le cas de la province du Bam au Burkina Faso
Sabine Dörlöchter-Sulser, Karl P. Kirsch-Jung et Martin Sulser – 2000
- 97** Pérénnité et diversité: Stratégies des foyers en milieu rural au Mali
IER, IDS et IIED – 2000

- 96 Réforme foncière au Nord et au Sud
Camilla Toulmin et Simon Pepper – 2000
- 95 La question foncière en Côte d'Ivoire. Ou : Comment remettre à zéro le compteur de l'histoire
Jean-Pierre Chauveau – 2000
- 94 Gestion commune des ressources naturelles : vers un renforcement des capacités locales
Bernard Bonnet – 2000
- 93 Fleuve Sénégal : gestion de la crue et avenir de la Vallée
Adrian Adams – 2000
- 92 Sécuriser les droits fonciers pour combattre la désertification : le cas du nord Togo
Alinon Koffi Olulumazo – 2000
- 91 Plan Foncier Rural en Côte d'Ivoire : une approche novatrice
Volker Stamm – 2000
- 90 La gestion communautaire des ressources naturelles en Namibie
Brian T.B. Jones – 1999
- 89 La gestion communautaire des forêts au Zimbabwe
Yemi Katerere, Emmanuel Guveya et Kay Muir – 1999
- 88 La longue saison sèche : interaction agriculture-élevage dans le sud du Mali
Joshua Ramisch – 1999
- 87 Où va la participation ? Expériences de l'Afrique de l'Ouest francophone
Mamadou Bara Guèye – 1999
- 86 Comment articuler législation nationale et droits fonciers locaux : expériences en Afrique de l'Ouest francophone
Philippe Lavigne Delville – 1999
- 85 Régimes fonciers et pastoralisme dans les zones agricoles en expansion : Soudan et Corne de l'Afrique
Salah Shazali, Abdel Ghaffar M.Ahmed – 1999
- 84 Mise en œuvre de la réforme foncière en Ouganda : les défis à venir
Eddie Nsamba-Gayiyi – 1999
- 83 Intégration des systèmes fonciers modernes et coutumiers : l'exemple de l'Ouganda
Rose Mwebaza – 1999
- 82 Réforme foncière en Afrique du Sud : le cas de la province du Cap
Lungisile Ntsebeza – 1999
- 81 La gestion décentralisée des ressources naturelles au Sahel : bilan et analyse
Mike Winter – 1998
- 80 Conflits et disettes : les razzias du Turkana au Kenya
Dylan Hendrickson, Jeremy Armon et Robin Mearns – 1998
- 79 Quels outils pour l'agriculture durable ? Analyse comparée des méthodes participatives
Irene Guijt et Laurens van Veldhuizen – 1998
- 78 Une convention locale pour la gestion participative de la brousse au Mali
Thea Hilhorst et Amadi Coulibaly – 1998
- 77 Conserver ou consommer ? Réflexion sur les mesures d'incitation pour une gestion durable des ressources naturelles
F. Zaal, M. Laman et C. M. Sourang – 1998
- 76 Les conflits fonciers et leur gestion dans la 5ème Région du Mali
Idrissa Maïga et Gouro Diallo – 1998
- 75 Limites de la planification de l'environnement dans un monde en cours d'ajustement structurel : le cas du Burkina Faso
Mike Speirs et Henrik Secher Marcussen – 1998
- 74 Associations locales de gestion des ressources naturelles du Kelka, Mali
Yacouba Dème – 1998
- 73 Les pasteurs nomades au Kenya : aspects humains et écologiques des Pokots de l'Est
Ute Reckers – 1997
- 72 La gestion des mares d'eau dans le département de Podor, Sénégal
Rosnert Ludovic Alissoutin – 1997
- 71 Histoire et évolution des régimes fonciers et de l'administration en Afrique occidentale
Michael Mortimore – 1997
- 70 Les conflits fonciers et le droit étatique, communautaire et local au Burkina Faso
Christian Lund – 1997
- 69 Le monde pastoral face au changement : schéma d'adaptation des Rabaris de Kutch, dans la région de Gujarat
Archana Choski et Caroline Dyer – 1996
- 68 Rôle des ONG dans la réforme des politiques de gestion des ressources naturelles au Burkina Faso
Souleymane Zeba – 1996
- 67 Techniques traditionnelles de conservation de l'eau et des sols en Afrique
Ian Scoones, Chris Reij et Camilla Toulmin – 1996
- 66 Le rôle des nomades et pasteurs transhumants dans la réhabilitation et la gestion de la plaine inondable de Logone, au nord Cameroun
Paul Scholte, Saidou Kari et Mark Moritz – 1996
- 65 Le développement agricole au Koweït
Sarah Al-Sayed Omar, Samira Al-Sayed Omar et Tareq Madouh – 1996
- 64 Migrations d'après sécheresse et innovations technologiques chez les pasteurs fulani du Sénégal
Kristine Juul – 1996
- 63 La conservation indigène des eaux et du sol dans le sud du Zimbabwe : techniques, évolution historique et récents développements dus à la recherche participative et à la vulgarisation
J. Hagmann et K. Muwira – 1996
- 62 Adaptations des pasteurs traditionnels au Projet du Canal du Rajasthan
Saurabh Sinha – 1996
- 61 Conflits de l'eau dans la vallée du fleuve Sénégal : implications d'un scénario "zéro inondation"
Salem Muneera-Murdock et Madiodio Niasse – 1996

- 60 Les effets de l'exode masculin sur la gestion des ressources naturelles par les femmes au Soudan
Mary Myers avec Rosalind David, Sarra Akrat et Amani Awad Hamid – 1995
- 59 L'appropriation privée en milieu rural : politiques foncières et pratiques locales au Burkina Faso
Armelle Faure – 1995
- 58 Planification participative en milieu pastoral : quelques expériences récentes
Anne Waters-Bayer, Wolfgang Bayer, Annette von Lossau – 1995
- 57 Foncier, dégradation des terres et désertification en Afrique : réflexions à partir de l'exemple du Sahel
Brigitte Thébaud – 1995
- 56 Convention de lutte contre la Désertification : orientations des activités des ONG
Camilla Toulmin – 1995
- 55 Vers une reconnaissance de l'efficacité pastorale traditionnelle : les leçons d'une expérience de pâturage contrôlé dans le nord du Sénégal
Brigitte Thébaud, Hermann Grell et Sabine Miede – 1995
- 54 Démocratiser la vie politique locale de haut en bas : l'approche de gestion des terroirs au Burkina Faso
Lars Engberg Pedersen – 1995
- 53 Systèmes actuels de gestion des ressources naturelles : cas du foncier dans la communauté rurale de Gamaaji Saare au Sénégal
Awa Ka – 1994
- 52 La gestion des adaptations pastorales dans les collines de la Mer Rouge, au Soudan : défi et dilemmes
Leif Manger – 1994
- 51 La connaissance de la classification et gestion paysanne des terres : rôle dans l'orientation des actions de recherche et de développement
Salif Kanté et Toon Defoer – 1994
- 50 Femmes pastoralistes et gestion du bétail : exemples tirés du nord de l'Ouganda et du centre du Tchad
Hedwig Bruggeman – 1994
- 49 Conflits et alliances entre agriculteurs et éleveurs : le cas du Goll de Fandène
Mamadou Bara Guèye – 1994
- 48 Risques et incertitude dans les zones arides africaines : aspects sociaux de la désertification
Yvette D Evers – 1994
- 47 Environnement, croissance démographique et productivité au Kenya : le cas du district de Machakos
Mary Tiffen et Michael Mortimore – 1994
- 46 L'Etat et la gestion des pâturages : la création et l'érosion d'institutions pastorales au Mali
Trond Vedeld – 1993
- 45 Travail avec les organisations de base au Sénégal
Nohoune Lèye – 1993
- 44 En attendant le Code Rural : réflexions sur une réforme de la tenure foncière au Niger
Christian Lund – 1993
- 43 Pastoralisme, crise et transformation à Karamoja
Joe Oloka-Onyango, Gariyo Zie, Frank Muhereza – 1993
- 42 Lutter contre la désertification : réflexions préliminaires à une convention mondiale
Camilla Toulmin – 1993
- 41 Des "victimes de progrès" bien négligées : Les Gujars d'Uttar Pradesh
Shiraz Vira – 1993
- 40 Trouver la bonne voie : Lier les concepts à l'action afin d'améliorer l'utilisation des ressources dans le Sahel ouest-africain
Thomas M. Painter – 1993
- 39 Les rapports entre les instituts de recherche et les ONG dans le domaine de la conservation des eaux et des sols au Burkina Faso
P Lindskog et A Mando – 1992
- 38 Les bas-fonds des zones arides : ressources-clés pour la production agricole et pastorale en Afrique
Ian Scoones – 1992
- 37 La collaboration entre les organisations non-gouvernementales sénégalaises et le système national de recherche agricole : contraintes et perspectives
Mamadou Bara Guèye – 1992
- 36 L'herbe semble toujours plus verte de l'autre côté : étude des Raikas, pasteurs nomades du Rajasthan
Arun Agrawal – 1992
- 35 Des bois de villages à la gestion du terroir villageois en Afrique de l'Ouest
Ibrahima Guèye et Peter Laban – 1992
- 34 La dégradation et la réhabilitation des terres : rétrospective et prospective de la recherche en Afrique 1980-1990
Michael Stocking – 1992
- 33 Repenser l'écologie des parcours : implications pour la gestion des terres de parcours en Afrique
R H Behnke et I Scoones – 1992
- 32 Pasteurs et planificateurs : connaissances locales et gestion des ressources dans la réserve de pâturages de Gidan Magajia, au Nigéria du Nord
M A Mohamed Salih – 1992
- 31 Pauvreté et environnement en Afrique : Que faire?
ENDA-Tiers Monde – 1991
- 30 La décentralisation de la gestion des ressources de propriété commune : étude de l'application au district de Nyaminyami du programme de gestion de la faune du Zimbabwé
J Murombedzi – 1991
- 29 Mbegué : L'habile destruction d'une forêt sahélienne
K Schoonmaker
Freudenberger – 1991
- 28 Les femmes dans les sociétés pastorales d'Afrique orientale et occidentale
J Pointing et S Joekes – 1991
- 27 La récolte des céréales sauvages dans la région du Gourma au Mali
A Maiga, P N de Leeuw, L Diarra et P Hiernaux – 1991

- 26 Pastoralisme, conservation et développement dans la région du Grand Serengeti
M S Parkipuny – 1991
- 25 La coopération au développement et la crise du développement et de l'environnement
Kishore Saint – 1991
- 24 La réforme foncière et la restitution des droits aux paysans : quelques conditions de base pour inverser la dégradation écologique au Sahel
Keletigui A. Mariko – 1991
- 23 Les techniques traditionnelles de conservation des eaux et des sols sur le plateau Dogon, Mali
Armand Kassogué avec Jean Dolo et Tom Ponsioen – 1990
- 22 Ngaynaaka majji : la perte des pratiques pastorales dans le Ferlo, Nord Sénégal
Oussouby Touré – 1990
- 21 Lutte contre la sécheresse : les stratégies paysannes et leurs répercussions politiques
Dr N S Jodha – 1990
- 20 Le rôle des ONG et les besoins de développement de la Somalie dans les années 1990
Abdi Ahmed Osman – 1990
- 19 Farmer-First : pour un développement durable des zones arides d'Afrique
Camilla Toulmin et Robert Chambers – 1990
- 18 ACORD va-t-il exister dans les années 90 ?
ACORD – 1990
- 17 La participation de la population dans les projets écologiques, dans les pays en voie de développement
Carel Drijver – 1990
- 16 Programme d'écosystème des villages
Anil Agarwal, Sunita Narain – 1990
- 15 Zooforé : ami ou ennemi des forêts : le point de vue d'un fils de paysan malien
Youssef Sanogo – 1990
- 14 Le kit d'Informations sur le Sahel
IUCN – 1989
- 13 La démographie du Sahel
IUCN – 1989
- 12 Femmes et lutte contre la désertification
Marie Monimart – 1989
- 11 Les orientations de Ségou : rencontre régionale de Ségou, Mali sur la gestion des terroirs sahéliens
CILSS/Club du Sahel – 1989
- 10 La pluviométrie dans le Sahel
IUCN – 1989
- 9 L'alimentation et la production agricole dans le Sahel
IUCN – 1989
- 8 Le pastoralisme en Afrique Orientale : A terrains communs, problèmes communs
Charles Lane et Jeremy Swift – 1989
- 7 Participation populaire au développement
CILSS – 1989
- 6 Fonds international pour le développement agricole : Programme Spécial pour les pays sub-sahariens d'Afrique affectés par la sécheresse et la désertification.
IFAD – 1989
- 5 Vers une évaluation du succès remporté au cours des projets de gestion des ressources naturelles au Sahel
Jamie Skinner – 1989
- 4 Prévention des sinistres dans les zones arides : une vue d'ensemble sur les efforts nationaux en Ethiopie et études de cas de la Société de la Croix Rouge Ethiopienne
Costantinos Berhe – 1989
- 3 La foresterie participative. Séminaire national pour ONG maliennes – Ségou, Mali, 19-21 septembre 1988
IIED – 1988
- 2 Une analyse de la désertification et dégradation des terres aux zones arides et semi-arides
Andrew Warren et Clive Agnew – 1988
- 1 Le rôle des ONG indigènes dans la relance et le développement africains : les arguments en faveur de la coopération régionale et sous-régionale
Kabiru Kinyanjui – 1988



Recommandations pour la soumission d'articles dans la série des *Dossiers*

Tous nos lecteurs peuvent contribuer à la série des *Dossiers* des Zones Arides.

Contenu

Les *Dossiers*, publiés conjointement avec le bulletin *Haramata*, sont conçus pour vous aider à partager les résultats de vos recherches, votre expérience pratique en matière de développement ou vos idées conceptuelles sur des thèmes spécifiques ayant trait au développement des zones arides. Bien que la majorité de nos lecteurs soient basés en Afrique, nous encourageons également la soumission d'articles émanant d'autres zones arides. Tous les *Dossiers* sont publiés en français et en anglais afin de promouvoir l'échange d'informations entre chercheurs et praticiens du développement de pays francophones et anglophones.

Les *Dossiers* ne sont pas des publications académiques, mais doivent présenter des informations qui soient basées sur la recherche ou l'expérience pratique, et être accessibles à une audience non spécialisée.

Style

Les *Dossiers* doivent être courts, faciles à lire et bien structurés.

- Utilisez des phrases courtes et des paragraphes.
- Adoptez un langage simple.
- Utilisez la voix active.
- Utilisez une variété d'approches visuelles (texte, tableaux, encadrés, figures, photographies).
- Longueur : 7000 mots maximum (y compris les annexes éventuelles).

Processus éditorial

Veillez nous envoyer votre article en version électronique (format Word) ou en version papier si vous n'avez pas accès au courrier électronique, en français ou en anglais. Un comité éditorial examinera votre article ; il évaluera sa pertinence pour le développement des zones arides et vous enverra des commentaires écrits, y compris des suggestions sur les modifications nécessaires pour que l'article soit accepté pour publication. Il vous consultera pour toute modification éditoriale ultérieure. Une fois votre article accepté, il sera traduit dans l'autre langue (anglais ou français) et nous vous ferons parvenir la traduction pour vérification, si vous le souhaitez.

Nous aimons illustrer les *Dossiers* avec quelques photos, cartes, dessins ou même des dessins humoristiques. Si vous disposez d'illustrations, envoyez-les-nous séparément dans leur format d'origine (les photographies doivent par exemple être soumises en fichiers jpeg ou gif) et intégrez-les également au document Word. Cela nous permettra de les modifier et de garantir une bonne reproduction des illustrations à l'impression.

Vous pouvez également nous envoyer une idée de *Dossier*, plutôt qu'un document complet. Il peut s'agir de quelques idées présentées dans un email, que nous pourrions vous aider à élaborer pour en faire un article.

Veillez envoyer vos articles ou toute correspondance à :

Programme Zones Arides

IIED

3 Endsleigh Street

London WC1H 0DD

Royaume-Uni

Tél. : +44 (0)20 7388 2117

Fax : +44 (0)20 7388 2826

Email : drylands@iied.org

Améliorer les conditions de vie des populations des zones arides de l'Afrique : c'est là l'objectif du Programme Zones Arides de l'IIED.

Nos priorités consistent à :

- renforcer les capacités des populations locales à gérer leurs ressources de manière durable et équitable ;
- promouvoir des politiques et institutions qui garantissent des processus de prise de décisions participatifs ;
- intervenir dans des processus internationaux qui favorisent les besoins des populations des zones arides.

Avec différents partenaires d'Afrique et d'Europe, nous menons des recherches sur des thèmes politiques clés concernant directement les populations pauvres, et nous encourageons un dialogue informé sur ces thèmes. Notre travail englobe un large éventail de domaines, allant du foncier et de l'accès équitable aux ressources naturelles à l'avenir des exploitations familiales dans un contexte de mondialisation ; du développement pastoral et de la gestion des ressources naturelles communes à la gestion des ressources transnationales ; de la bonne gouvernance et de l'inclusion sociale aux liens entre les sphères rurale et urbaine ; de l'alphabétisation et de la participation démocratique à l'intégration régionale et aux migrations internationales.

Ces Dossiers constituent un forum d'échange pour les praticiens du développement et les décideurs politiques, leur permettant de partager leurs idées et expériences relatives aux problématiques de développement affectant les populations des zones arides.

Les Dossiers sont publiés en français et en anglais. Ils peuvent être téléchargés sur notre site web à www.iied.org/NR/drylands/haramata.html

Institut International pour l'Environnement et le Développement
3 Endsleigh Street
Londres WC1H 0DD
Royaume-Uni

Tél : (+44 20) 7388 2117
Fax : (+44 20) 7388 2826
Email : drylands@iied.org
Site web : www.iied.org



ISSN : 1357 9312
ISBN : 978-1-84369-692-6
N° de commande : 12543FIIED